



**FSSSCT du 9 nov 2023**

Madame la Présidente,  
Mesdames et messieurs les membres de la FSSSCT

L'ambiance mondiale est morose, l'ambiance au travail dans l'Education Nationale n'est guère meilleure ; des attentats terribles touchent encore l'Ecole de la République avec l'assassinat de Dominique Bernard, comme il y a trois ans avec celui de Samuel Paty. Le triste constat est que la réponse institutionnelle n'a pas mis en place pas de prévention.

Le rôle de la FSSSCT est bien celui de la prévention, et pourtant dans une instance à l'échelon départemental d'un département rural souvent dit privilégié, les représentant.e.s de l'UNSA Education ne sont pas en mesure de siéger en étant assuré.e.s d'être remplacé.e.s, situation que nous dénonçons depuis des années. Comment prétendre prévenir des risques en imposant à nos collègues d'accueillir les élèves de la classe que nous avons en charge, dégradant leurs conditions de travail et d'enseignement ? Nous espérons un engagement fort de votre part pour que cela n'arrive plus.

Lorsque nous nous déplaçons dans une école ou un établissement, que nos collègues prennent du temps pour venir nous parler de leurs conditions de travail, parfois sur leurs temps personnel, notre rôle ne se limite pas à la prévention primaire mais également à la secondaire et même tertiaire. Un collègue qui vient parler de ses difficultés au travail, qui parfois fond en larmes pendant la commission a le droit d'avoir un retour direct des membres de la commission. Avant la Covid nous prenions ce temps de retourner vers les collègues, ce que tout le monde saluait. Cela leur permettait de poser des questions, et de mieux comprendre nos préconisations. Nous espérons que nous pourrions reprendre une meilleure communication des retours de visites à l'ensemble des personnels, sans quoi l'UNSA Education serait contrainte de le faire à titre syndical, alors qu'elle prône depuis toujours un travail en partenariat.

Le nombre de remontées RSST dans notre département montre que les Risques Psycho-sociaux sont toujours la part la plus importante des difficultés auxquelles nos collègues doivent faire face, dans le 1<sup>er</sup> comme le 2<sup>nd</sup> degré, quelles que soient les missions et les statuts des Personnels, et plusieurs sont victimes d'agressions de la part de leurs élèves.

L'école inclusive est souhaitée par tous les partenaires, et l'UNSA Education rappelle son attachement à offrir la possibilité à tous les enfants d'apprendre dans les meilleures conditions.

Les écoles sont dotées de Règlements Intérieurs, basés sur le Règlement départemental, qui garantissent théoriquement ces condition d'apprentissages à tous les élèves et les conditions d'enseignement aux personnels. Or aujourd'hui, au nom de l'école inclusive, certains élèves pourtant dans l'incapacité de suivre le règlement intérieur sont accueillis dans les écoles en produisant malgré eux des violences sur les autres, perturbant les cours, et subissant eux-mêmes la violence de notre Institution qui ne leur offre pas les conditions nécessaires à leur bon développement. Pour l'élève en question et pour tous ses camarades, l'Ecole ne respecte donc pas le code de l'Education, et l'Institution ne garantit pas des conditions de travail convenables pour les personnels.

Nous vous demandons Madame la Présidente, de prendre en compte les différentes demandes de l'UNSA Education, dans l'intérêt du service, de ses personnels, et des élèves.